



Ligue
des **droits de
l'Homme**
FONDÉE EN 1898



Monsieur Emmanuel Macron

Président de la République française

Paris, le 3 octobre 2018

Objet : Lettre ouverte aux chefs d'État de l'Union Européenne

Monsieur le Président de la République,

Cinq ans, jour pour jour, après la tragédie de Lampedusa, qui a fait au moins 368 morts, les opérations de sauvetage en Méditerranée sont plus cruciales que jamais. Il est alarmant que le dernier navire de sauvetage en Méditerranée centrale puisse être contraint de cesser ses activités. Nous appelons les dirigeants européens à faire en sorte que l'Aquarius puisse continuer à sauver des vies en mer.

La décision des autorités panaméennes de radier de son registre maritime l'Aquarius, navire de sauvetage non gouvernemental opéré par SOS MEDITERRANEE et Médecins Sans Frontières (MSF), manifestement suite aux pressions du gouvernement italien, est un agissement répréhensible. Cela empêchera d'apporter une aide potentiellement vitale à des personnes vulnérables en danger, notamment des blessés, des femmes enceintes, des survivants de la torture, des personnes traumatisées par des naufrages et des mineurs non accompagnés.

Cette décision n'est que la dernière d'une série de mesures visant à délégitimer et à bloquer les associations non gouvernementales menant des opérations vitales de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale. Elle risque de contraindre le dernier navire affrété par une ONG à s'éloigner des eaux les plus meurtrières du monde, ce qui mettrait fin au sauvetage non

gouvernemental qui, pendant des années, a courageusement contribué à sauver des milliers de vies dans cette partie de la Méditerranée. Toutes les autres ONG sont bloquées dans les ports italiens ou maltais par des actions en justice ou ont été obligées de suspendre leurs activités en raison de retards excessifs ou de refus de débarquer des personnes sauvées dans les ports européens.

Le nombre de morts en Méditerranée centrale pourrait encore augmenter. Même si les départs d'Afrique du Nord vers l'Europe ont beaucoup diminué -les réfugiés et les migrants étant de fait piégés dans des conditions abusives en Libye, déchirée par les conflits- les risques de mourir en mer ont grimpé en flèche. Depuis le début de l'année, au moins 1 260 personnes sont mortes ou ont disparu au large des côtes libyennes.

C'est pourquoi, nous exhortons les pays européens à proposer d'enregistrer l'Aquarius selon des conditions et des critères équitables. SOS MEDITERRANEE et MSF, ainsi que d'autres organisations qui ne sont plus en mesure de fonctionner, représentent le meilleur des valeurs européennes et universelles : le respect de la vie et de la dignité humaines et la solidarité avec les femmes, les hommes et les enfants fuyant la persécution, la guerre et les violations des droits humains. Ces organisations de la société civile sont intervenues là où les gouvernements européens ont renoncé.

Décider de ne pas offrir l'enregistrement à l'Aquarius reviendrait à approuver une stratégie délibérée visant à entraver l'aide humanitaire légitime aux êtres humains risquant de se noyer dans les eaux internationales au large des côtes de l'Europe.

La manière dont les dirigeants européens réagissent aujourd'hui est cruciale. La solidarité au sein des sociétés européennes doit être encouragée et célébrée, et non punie.

Monsieur le Président, nous vous exhortons à faire tout ce qui est en votre pouvoir pour que l'Aquarius et son équipage de sauveteurs professionnels, compétents et engagés puissent continuer à sauver des vies en mer et que les autres organisations non gouvernementales qui font actuellement l'objet de poursuites judiciaires puissent également reprendre leurs activités de sauvetage.

Sincèrement,

Amnesty International

Conseil européen sur les réfugiés et les exilés

Human Rights Watch

Commission internationale de juristes

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme

Ligue des droits de l'homme